



Lettre ouverte du Parti Communiste Français aux médecins hospitaliers.

Mesdames et Messieurs les médecins hospitaliers publics,

Nous tenons à saluer votre action qui s'inscrit dans le cadre de l'action unitaire menée depuis octobre pour la défense de l'hôpital public regroupant syndicats, collectifs et usagers.

Cette action de dénonciation, des conditions dégradantes dans lesquelles vous plongent inexorablement les politiques de Santé depuis quelques décennies, est inédite par son ampleur, ses formes, l'écho qu'elle rencontre.

Le Parti Communiste, lui-même très impliqué dans ces mobilisations, a pris des initiatives fortes comme le tour de France des hôpitaux publics des parlementaires communistes qui sont allés depuis 2 ans à la rencontre des personnels et usagers dans plus de 150 établissements, et la proposition de loi qui en découle, déposée en octobre dernier, portant des mesures d'urgence pour la santé et les hôpitaux.

Alors que la très importante réforme de 1958, principalement initiée par Robert Debré, créant les Centres Hospitalo-Universitaires, associant la formation médicale et la recherche clinique aux soins assurés par le nouveau corps des Praticiens Hospitaliers, portait notre organisation de la Santé aux premières places sur le plan mondial, nous voici situés dans la deuxième, voire la troisième dizaine de ces classements. C'est évidemment inacceptable, l'état de santé d'une population est un excellent marqueur social.

Vous le savez et exigez à juste titre les moyens pour bien soigner et si possible toujours mieux. La recherche, les nouvelles thérapeutiques sont bien sûr très coûteuses. Vous demandez la réouverture de lits, des personnels qualifiés plus nombreux et la juste reconnaissance de leur travail difficile et demandant savoir et dévouement.

Or les différents ministères font la sourde oreille, couvrant vos justes demandes par des propos flatteurs, n'hésitant cependant pas parfois à suspecter les soignants d'inorganisation. Quel mépris !

Aussi avez-vous décidé largement dans des conditions souvent très démocratiques de ne plus accepter cet état des choses ; financer l'hôpital public à hauteur des besoins c'est possible, l'argent existe ! Démissions de fonctions de responsabilité, refus de tâches administratives, manifestations de toutes sortes, originales et attirant la sympathie de toutes et tous, voilà qui est clair.

Bref, vous luttez avec imagination et courage.

Nous saluons votre engagement et appelons la population à participer à vos côtés, aux côtés de l'ensemble du personnel hospitalier, aux actions et initiatives nationales et régionales du 14 février prochain

Respectueuses salutations,

Le 10 Février 2020